

## [Text]

levels, a variety of services that are needed, and access for women and training for day care workers.

As far back as 1972 the National Council of Women advocated the need for a national day care policy. We support the underlying principles listed by the Canadian Day Care Advocacy Association. To mention just a few, parents should be able to determine the nature and extent of the children's participation. All children should have access to high-quality child care services, regardless of family income. Child care services should be licensed and regulated, and child care services should be non-profit organizations and use public funds to a maximum.

## • 0955

Our second point is that funding should come from both the federal and provincial governments. We recognize the need for both levels of government to co-operate in the funding of a comprehensive national child care program.

Variety of services needed: The local Council of Women supports a system of child care services which can be used by all Canadian families who need them. Child care services should include program options to accommodate a population with a wide range of child care needs.

Access for women: Child care affects parents at all economic levels, and the lack of affordable child care services can effectively block a woman's access to the labour market. Lack of sufficient low-cost and affordable child care has not deterred women from entering the labour force, it has only complicated their lives and made it more difficult.

With regard to training, we do need qualified, trained day care workers who receive salaries and benefits commensurate with the value of their work and educational qualifications.

The Saskatoon Council of Women urges you to consider very carefully the needs we have addressed in this brief. We urge you to recommend to the federal government that they immediately take steps which will lead to a national child care act, a comprehensive child care program, primarily funded by federal and provincial governments, and increased levels of training for the staff.

I would like to add a couple of things to the written brief. Since I submitted the written brief, we had a meeting of the National Council of Women in Halifax, at which an emergency resolution on child care was passed to include a couple of other points, which I will read to you:

Resolved that the National Council of Women urge the Government of Canada to initiate the development of a nation-

## [Translation]

d'un meilleur financement de la part des gouvernements tant fédéral que provincial, des divers services requis, de l'accès pour les femmes et de la formation des éducateurs et éducatrices travaillant dans les garderies.

C'est depuis 1972 que le *National Council of Women* préconise une politique nationale de garderies. Nous sommes d'accord avec les principes de base soumis par l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance. Pour ne reprendre que quelques-uns de ces principes, les parents devraient pouvoir déterminer la nature et l'étendue de la participation des enfants. Tous les enfants devraient avoir accès à des services de garderies de première qualité, quel que soit le revenu familial. Les services de garde d'enfants devraient être autorisés et réglementés, devraient être sans but lucratif et devraient être le plus possible financés publiquement.

Le financement devrait venir du gouvernement fédéral comme du gouvernement provincial. Nous pensons que les deux paliers de gouvernement doivent coopérer en vue de financer un programme national complet de garde d'enfants.

Au chapitre des divers services requis, le Conseil local des femmes se prononce en faveur d'un système qui puisse être utilisé par toutes les familles canadiennes qui en ont besoin. Les services de garde d'enfants devraient inclure des options capables de satisfaire à la variété des besoins de la population.

Pour ce qui est de l'accès des femmes, les services de garde d'enfants touchent tous les parents, quelques soient leurs situations économiques. L'absence de services à des prix abordables peut effectivement bloquer l'accès des femmes au marché du travail. Si le manque de services de garde d'enfants en nombre suffisants, à bon marché et à des prix abordables n'a pas toujours empêché les femmes de participer à la main d'oeuvre active, il leur a pour le moins compliqué la vie.

En ce qui concerne la formation, nous avons besoin de travailleurs de garderies qualifiés, formés, touchant des salaires et des avantages sociaux à la mesure de ce que représentent leur travail et leur titre scolaire.

Le *Saskatoon Council of Women* vous incite à examiner de très près les besoins tels qu'exprimés dans ce mémoire. Nous vous demandons de recommander au gouvernement fédéral de prendre des mesures immédiates en vue d'une loi nationale sur la garde des enfants, un programme de garde d'enfants complet, financé en grande partie par le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, de même que d'une amélioration de la formation du personnel.

Je voudrais ici ajouter quelque chose à notre mémoire écrit. Depuis la rédaction de ce mémoire, nous avons tenu une réunion du *National Council of Women* à Halifax, lors de laquelle une résolution d'urgence sur la garde des enfants a été adoptée incluant quelques points supplémentaires. Je vous en livre lecture:

Il est résolu que le *National Council of Women* prie instamment le gouvernement du Canada d'amorcer le développement d'un système de garde d'enfants d'envergure